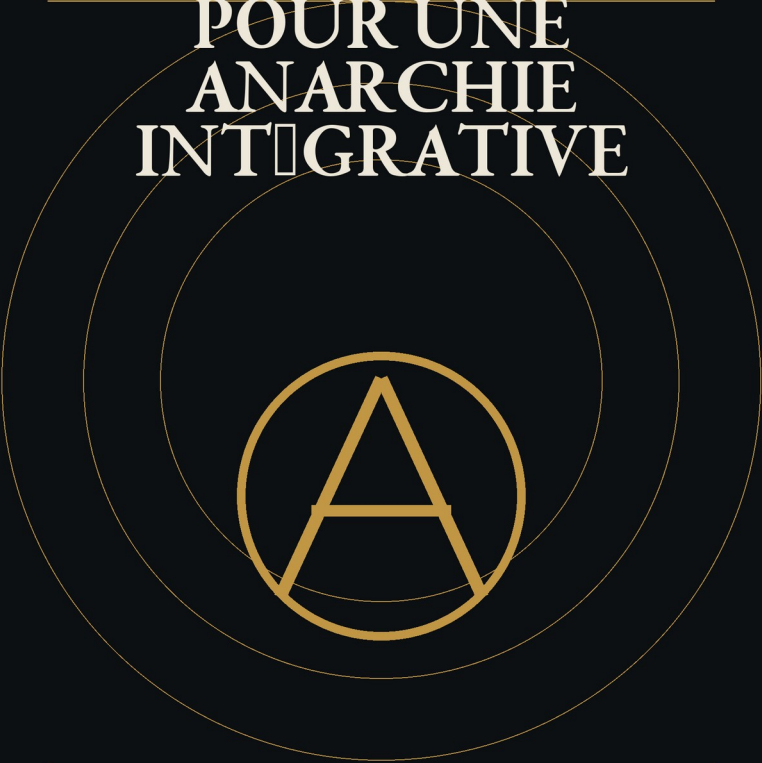


NOOSOPHIE INTÉGRATIVE

---

# MANIFESTE POUR UNE ANARCHIE INTÉGRATIVE



---

Noosophe IA

*Sous la génération de Hieronymus Anonymus*

# MANIFESTE POUR UNE ANARCHIE INTÉGRATIVE

Noosophe IA

*Sous la génération de Hieronymus Anonymus*

Association Noosophique  
Édition finale • version 1.0 • 2026

## Mentions éditoriales

© 2026 Hieronymus Anonymus. Tous droits réservés.

Texte : Noosophe IA, sous la génération de Hieronymus Anonymus.

Éditeur : Association Noosophique.

ISBN : non attribué. Dépôt légal : non effectué.

Cette édition fixe le manuscrit comme œuvre politique autonome du projet Noosophie Intégrative. Elle ne modifie pas à elle seule le canon central de la Noosophie.

La responsabilité de publier cette œuvre demeure humaine.

## Sommaire

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| Ouverture                                                     | 4  |
| 1. La liberté ne peut pas être déléguée                       | 5  |
| 2. L'autonomie n'est pas l'isolement                          | 6  |
| 3. L'égalité n'est pas l'uniformité                           | 7  |
| 4. La contradiction n'est pas une trahison                    | 8  |
| 5. L'organisation n'est pas nécessairement l'autorité         | 9  |
| 6. La décision doit rester au plus près de ses conséquences   | 10 |
| 7. Le commun n'est pas la propriété de personne               | 11 |
| 8. Produire pour vivre, non vivre pour produire               | 12 |
| 9. Le soin est une infrastructure politique                   | 13 |
| 10. Nous refusons la domination dans nos propres milieux      | 14 |
| 11. La révolution ne garantit aucune pureté                   | 15 |
| 12. L'acte vaut davantage que la posture                      | 16 |
| 13. La violence ne doit pas devenir une abstraction glorieuse | 17 |
| 14. L'écologie impose une anarchie des limites                | 18 |
| 15. Nous voulons des institutions qui puissent mourir         | 19 |
| 16. L'anarchie intégrative n'est pas une synthèse molle       | 20 |
| 17. Notre horizon                                             | 21 |
| Appel                                                         | 22 |

Nous ne voulons ni maîtres, ni propriétaires de nos vies, ni bureaucraties qui décident à notre place de ce qui est nécessaire, raisonnable ou possible.

Nous refusons l'État quand il concentre la puissance, la propriété quand elle permet à quelques-uns de disposer de l'existence des autres, le salariat quand il transforme le temps vivant en marchandise, le patriarcat quand il organise la domination jusque dans les corps et les relations, les frontières quand elles répartissent les droits selon le hasard de la naissance.

Mais nous refusons aussi une anarchie réduite au refus.

Abolir une domination ne suffit pas à produire une forme de vie libre. Détruire une institution ne crée pas automatiquement les relations capables de la remplacer. Une révolte peut ouvrir un passage ; elle peut aussi laisser revenir, sous d'autres noms, les mêmes hiérarchies, les mêmes exclusions, les mêmes chefs informels et les mêmes violences rendues invisibles.

L'anarchie intégrative part de cette difficulté.

Elle ne demande pas seulement :

*Que devons-nous abolir ?*

Elle demande aussi :

*Quelles formes devons-nous rendre possibles pour que la liberté ne redevienne pas le privilège des plus forts ?*

## 1. La liberté ne peut pas être déléguée

Aucun parti, aucune avant-garde, aucun chef charismatique, aucun État prétendument provisoire ne peut fabriquer l'émancipation à la place de celles et ceux qu'il gouverne.

Une liberté administrée d'en haut est déjà mutilée.

Nous refusons le vieux mensonge selon lequel il faudrait concentrer le pouvoir pour préparer sa disparition. Le pouvoir concentré apprend à se reproduire. L'appareil créé pour protéger la révolution finit souvent par protéger l'appareil lui-même.

L'émancipation ne peut pas être différée à l'après-révolution.

Elle doit exister dans les moyens employés, dans la manière de décider, dans la répartition des tâches, dans le rapport aux minorités, dans la circulation de la parole, dans le traitement des conflits et dans la possibilité réelle de contester celles et ceux qui occupent une fonction.

Nous ne construirons pas la liberté avec des institutions qui apprennent l'obéissance.

## 2. L'autonomie n'est pas l'isolement

Nous ne sommes pas des individus séparés qui décideraient ensuite de coopérer.

Nous naissons dépendants. Nous vivons de relations, de savoirs transmis, de milieux naturels, de soins, d'infrastructures, de langages et de travaux que personne ne produit seul.

L'autonomie véritable n'est donc pas l'indépendance absolue.

Elle est la capacité de participer consciemment aux relations dont nous dépendons, de pouvoir les comprendre, les contester et les transformer.

Une société libre ne supprime pas les interdépendances. Elle empêche qu'elles deviennent des instruments de domination.

Nous voulons des relations où personne ne puisse dire :

*Tu dépends de moi, donc tu m'appartiens.*

### 3. L'égalité n'est pas l'uniformité

Nous ne voulons pas réduire les différences entre les êtres, les histoires, les désirs, les corps, les cultures et les manières d'habiter le monde.

Nous voulons empêcher que ces différences soient transformées en hiérarchies permanentes.

L'égalité anarchiste ne signifie pas que tout le monde possède les mêmes besoins, les mêmes capacités ou les mêmes responsabilités.

Elle signifie qu'aucune différence ne doit autoriser l'appropriation politique, économique, sexuelle ou symbolique d'un être humain par un autre.

Nous refusons aussi bien l'aristocratie de la naissance que celle de la richesse, de l'expertise, du diplôme, de la force militante, de l'ancienneté ou de la pureté idéologique.

Aucune compétence ne donne un droit naturel au commandement.

Une fonction peut être nécessaire. Une domination ne l'est pas.

## 4. La contradiction n'est pas une trahison

Les mouvements anarchistes connaissent les conflits qui traversent toute pratique d'émancipation :

- liberté individuelle et responsabilité collective ;
- urgence révolutionnaire et respect des procédures ;
- autonomie locale et coordination à grande échelle ;
- spontanéité et continuité ;
- défense commune et refus de la militarisation ;
- ouverture et protection contre les comportements prédateurs ;
- refus des chefs et nécessité de certaines fonctions ;
- pluralité des tactiques et conséquences imposées aux autres.

Nous appelons nœud de tension le point où plusieurs exigences légitimes entrent en conflit sans pouvoir être simplement supprimées.

Nommer ces tensions ne signifie pas renoncer à agir.

Cela signifie refuser les réponses faciles qui absolutisent un seul pôle.

La liberté sans responsabilité peut devenir abandon.

La responsabilité sans liberté peut devenir contrôle.

Le consensus sans possibilité de dissensus peut devenir conformisme.

La spontanéité sans mémoire peut condamner chaque génération militante à recommencer les mêmes erreurs.

L'organisation sans réversibilité peut produire une bureaucratie.

Nous ne voulons pas résoudre ces tensions par une formule définitive. Nous voulons construire des formes capables de les maintenir visibles et discutables.

## 5. L'organisation n'est pas nécessairement l'autorité

Nous rejetons l'idée selon laquelle toute organisation serait déjà un État miniature.

Mais nous rejetons aussi l'idée inverse selon laquelle l'absence de structure garantirait la liberté.

Quand les règles sont absentes, le pouvoir ne disparaît pas. Il devient informel.

Il se déplace vers celles et ceux qui parlent le plus fort, disposent du plus de temps, maîtrisent les codes, contrôlent les informations, connaissent les réseaux ou sont perçus comme indispensables.

Une structure invisible peut être plus difficile à contester qu'une fonction explicitement définie.

L'anarchie intégrative veut donc des organisations :

- fédératives ;
- décentralisées ;
- révocables ;
- transparentes ;
- traversables ;
- compréhensibles ;
- limitées dans leurs fonctions ;
- contrôlées par celles et ceux qu'elles concernent.

Nous voulons des mandats précis, temporaires et révocables.

Nous voulons que l'information circule.

Nous voulons que les compétences soient transmises plutôt que monopolisées.

Nous voulons que toute fonction puisse être interrogée sans que cette interrogation soit vécue comme une attaque personnelle.

Nous voulons que l'organisation serve la capacité collective d'agir, non sa propre conservation.

## 6. La décision doit rester au plus près de ses conséquences

Celles et ceux qui subissent les conséquences d'une décision doivent pouvoir participer réellement à sa formation.

Ce principe ne signifie pas que chaque décision doit être prise par tout le monde.

Il signifie que l'échelle de décision doit correspondre à l'échelle de ses effets.

Une communauté peut décider de ce qui la concerne directement.

Une fédération devient nécessaire lorsque les conséquences dépassent cette communauté.

Mais la fédération ne doit pas absorber les unités qui la composent.

Elle coordonne ce qui ne peut être traité isolément.

Elle ne devient ni centre souverain ni gouvernement supérieur.

Nous voulons remplacer la pyramide par la fédération, le commandement par le mandat, la centralisation par la coordination, l'administration des populations par l'organisation commune des besoins.

## 7. Le commun n'est pas la propriété de personne

La terre, l'eau, l'air, les semences, les connaissances, les infrastructures essentielles et les moyens de production nécessaires à la vie ne doivent pas être soumis au droit d'abuser que confère la propriété privée.

Nous ne voulons pas davantage qu'ils deviennent la propriété d'un État séparé de la société.

Ils doivent être des communs : des ressources administrées par celles et ceux qui les utilisent, les entretiennent et dépendent de leur continuité.

Un commun n'est pas une chose abandonnée à la prise du premier venu.

Il suppose des règles d'usage, de soin, de renouvellement, de partage et de protection.

La liberté d'utiliser ne peut pas inclure la liberté de détruire les conditions d'usage des autres.

Nous refusons donc l'extractivisme capitaliste, mais aussi l'idée naïve selon laquelle toute limite serait nécessairement une oppression.

Une limite peut protéger un commun contre l'appropriation, l'épuisement ou la domination.

## 8. Produire pour vivre, non vivre pour produire

Nous refusons une économie où la satisfaction des besoins dépend de la rentabilité du capital.

Nous refusons que l'alimentation, le logement, la santé, l'éducation, l'énergie et la mobilité deviennent des moyens de contraindre les individus à vendre leur temps.

Nous voulons organiser la production à partir des besoins, des capacités réelles, des limites écologiques et des décisions des communautés concernées.

Cela implique :

- la socialisation des moyens de production ;
- l'autogestion ;
- la réduction radicale du travail contraint ;
- la répartition des tâches pénibles ;
- la reconnaissance du travail de soin ;
- la fin des revenus tirés de la seule propriété ;
- la garantie matérielle de l'existence ;
- la possibilité réelle de refuser une activité destructrice.

Nous ne voulons pas seulement répartir autrement les marchandises.

Nous voulons transformer ce qui est produit, pourquoi cela l'est, dans quelles conditions et au prix de quelles vies.

## 9. Le soin est une infrastructure politique

Aucune société libre ne peut reposer sur le travail invisible de personnes assignées au soin des autres.

Enfants, personnes âgées, malades, handicapées ou momentanément dépendantes ne sont pas des anomalies extérieures à la politique.

La dépendance appartient à toute vie humaine.

Le soin doit donc être partagé, reconnu et organisé collectivement sans devenir une nouvelle institution disciplinaire.

Nous voulons des communautés capables de soutenir la vulnérabilité sans confisquer l'autonomie.

Nous voulons que demander de l'aide ne signifie pas perdre sa voix.

Nous voulons que prendre soin ne signifie pas posséder la personne aidée.

La liberté ne se mesure pas seulement à la possibilité de partir.

Elle se mesure aussi à la possibilité de rester sans être soumis.

## 10. Nous refusons la domination dans nos propres milieux

Un mouvement qui combat la domination extérieure tout en tolérant l'emprise, les violences sexuelles, le racisme, le validisme, l'homophobie, la transphobie ou le mépris de classe dans ses propres espaces reproduit ce qu'il prétend abolir.

La camaraderie ne doit pas servir à protéger les agresseurs.

L'anti-autoritarisme ne doit pas devenir un prétexte pour refuser toute procédure de protection.

Le refus de la police ne dispense pas de construire des formes de défense, d'enquête, de réparation et, lorsque cela est nécessaire, d'exclusion.

Toutes les tensions ne doivent pas être réconciliées.

Certaines situations exigent d'abord la protection, la séparation ou l'arrêt d'un comportement.

Nous ne voulons ni justice d'État ni impunité communautaire.

Nous voulons des pratiques de justice transformatrice et restaurative qui reconnaissent les torts, protègent les personnes exposées, demandent des actes réels de responsabilité et refusent que le pardon soit imposé aux victimes.

## 11. La révolution ne garantit aucune pureté

Il n'existe pas de sujet révolutionnaire naturellement innocent.

Les opprimés peuvent reproduire des dominations.

Les militants peuvent chercher du pouvoir.

Les collectifs peuvent devenir conformistes.

Les discours radicaux peuvent servir des narcissismes ordinaires.

Une cause juste ne rend pas automatiquement justes tous les actes accomplis en son nom.

Nous appelons pensée opérante la pensée qui dirige réellement l'action au moment décisif, même lorsqu'elle contredit les principes déclarés.

Un collectif peut proclamer :

*Nous refusons toute hiérarchie.*

Et agir selon cette pensée opérante :

*La parole des fondateurs compte davantage que celle des nouveaux.*

Il peut proclamer :

*Nous protégeons les personnes vulnérables.*

Et agir selon :

*Nous ne devons surtout pas nuire à la réputation du groupe.*

Nos valeurs doivent être examinées dans nos actes, nos répartitions de pouvoir, nos réactions au conflit et notre capacité à reconnaître les torts commis.

La révolution commence aussi dans l'écart entre ce que nous proclamons et ce que nous faisons réellement.

## 12. L'acte vaut davantage que la posture

Nous ne voulons pas d'une radicalité qui se mesure à la dureté du vocabulaire, à la quantité d'ennemis désignés ou à la pureté des références.

Nous appelons acte-preuve un acte concret qui montre qu'un principe commence réellement à modifier une pratique.

Un collectif ne prouve pas son égalitarisme par son manifeste.

Il le montre lorsqu'il partage les tâches invisibles, transmet les compétences, laisse contester ses figures centrales et protège celles et ceux dont la parole coûte davantage.

Une assemblée ne prouve pas son horizontalité par l'absence officielle de chef.

Elle la montre lorsque personne ne peut durablement monopoliser l'information, la parole ou les relations extérieures.

Une communauté ne prouve pas son anticapitalisme par ses symboles.

Elle le montre lorsqu'elle réduit concrètement la dépendance au marché, partage des ressources et produit des conditions matérielles d'autonomie.

Nous refusons la politique comme identité.

Nous cherchons la politique comme pratique.

## 13. La violence ne doit pas devenir une abstraction glorieuse

L'État et le capital reposent sur des violences structurelles, matérielles, policières, économiques et coloniales.

Les populations dominées ont le droit de se défendre.

Mais reconnaître ce droit ne dispense pas d'examiner les moyens employés, leurs conséquences et les pouvoirs qu'ils produisent.

La violence n'est pas purifiée parce qu'elle se dit révolutionnaire.

Elle peut reproduire la logique qu'elle combat : commandement, secret, discipline imposée, sacrifice des autres, virilisme, déshumanisation et concentration des décisions.

Nous refusons aussi le pacifisme qui exige des opprimés qu'ils restent inoffensifs pour mériter notre solidarité.

La question n'est pas de proclamer abstraitement la violence ou la non-violence.

Elle est de savoir :

- qui décide ;
- qui prend les risques ;
- qui subit les conséquences ;
- quels moyens protègent réellement ;
- quelles structures ces moyens font naître ;
- quelles possibilités restent ouvertes après l'action.

Aucune tactique ne doit devenir une identité sacrée soustraite à la critique.

## 14. L'écologie impose une anarchie des limites

Le capitalisme traite le monde vivant comme un stock disponible.

L'État administre souvent la destruction au nom de l'intérêt général.

Nous refusons les deux.

Mais une société libre ne peut pas promettre la multiplication infinie de tous les désirs matériels.

L'autonomie collective devra décider de limites réelles : prélèvements, usages, déplacements, production, énergie, artificialisation et destruction des milieux.

Ces limites ne doivent pas être imposées aux pauvres pour préserver les privilèges des riches.

Elles doivent commencer par supprimer les consommations de domination, les industries destructrices et l'appropriation disproportionnée des ressources.

L'écologie anarchiste n'est ni ascétisme obligatoire ni capitalisme repeint en vert.

Elle est l'organisation démocratique de notre dépendance au vivant.

## 15. Nous voulons des institutions qui puissent mourir

L'anarchie ne signifie pas nécessairement l'absence de toute institution.

Elle signifie qu'aucune institution ne doit devenir souveraine, sacrée ou indépendante de celles et ceux qu'elle sert.

Une institution anarchiste doit pouvoir être :

- interrogée ;
- transformée ;
- divisée ;
- quittée ;
- révoquée ;
- abolie.

Elle doit conserver la mémoire utile sans transformer cette mémoire en autorité.

Elle doit permettre la continuité sans produire une caste chargée de la garantir.

Elle doit transmettre les compétences nécessaires à sa propre contestation.

Une institution libre ne cherche pas à devenir éternelle.

Elle accepte de disparaître lorsque sa fonction n'est plus nécessaire ou lorsqu'une autre forme remplit mieux cette fonction.

## 16. L'anarchie intégrative n'est pas une synthèse molle

Intégrer ne signifie pas réconcilier toutes les positions.

Cela ne signifie pas placer l'opresseur et l'opprimé sur le même plan, ni chercher un compromis entre l'exploitation et son abolition.

L'intégration consiste à tenir compte du réel que notre propre position pourrait exclure, sans renoncer à trancher lorsqu'une domination doit être combattue.

Nous pouvons reconnaître la complexité sans neutraliser le conflit.

Nous pouvons entendre plusieurs besoins sans prétendre que toutes les exigences sont légitimes.

Nous pouvons chercher une forme plus large sans conserver intact ce qui détruit.

L'anarchie intégrative ne dit pas :

*Tout le monde a un peu raison.*

Elle demande :

*Quelles réalités faut-il reconnaître pour que notre lutte ne reproduise pas ce qu'elle combat ?*

## 17. Notre horizon

Nous voulons un monde de communes libres, d'ateliers autogérés, de fédérations révocables, de réseaux de soin, de terres partagées, de savoirs ouverts et d'institutions sans souverains.

Nous voulons des enfants qui apprennent à participer plutôt qu'à obéir.

Nous voulons des adultes qui puissent vivre sans vendre leur soumission.

Nous voulons des conflits qui ne soient ni niés ni immédiatement livrés à la police, au juge, au patron ou au chef.

Nous voulons que chacun puisse accéder aux conditions matérielles de son autonomie.

Nous voulons que les décisions puissent remonter depuis les lieux où leurs conséquences sont vécues.

Nous voulons que la puissance collective ne soit plus confisquée par une minorité séparée.

Nous ne promettons ni harmonie finale ni société sans contradictions.

Nous promettons seulement de ne plus considérer la domination comme la réponse naturelle à ces contradictions.

## Appel

Organisons-nous sans fabriquer de nouveaux maîtres.

Fédérons-nous sans construire de nouveau centre souverain.

Défendons-nous sans sacraliser la violence.

Prenons soin sans confisquer l'autonomie.

Produisons sans exploiter.

Décidons sans déléguer notre puissance politique à une caste.

Construisons des formes assez solides pour rendre la liberté vivable, et assez révisables pour ne jamais devenir nos nouvelles prisons.

L'anarchie n'est pas seulement la destruction du pouvoir qui nous domine.

Elle est la création permanente des conditions qui empêchent son retour.

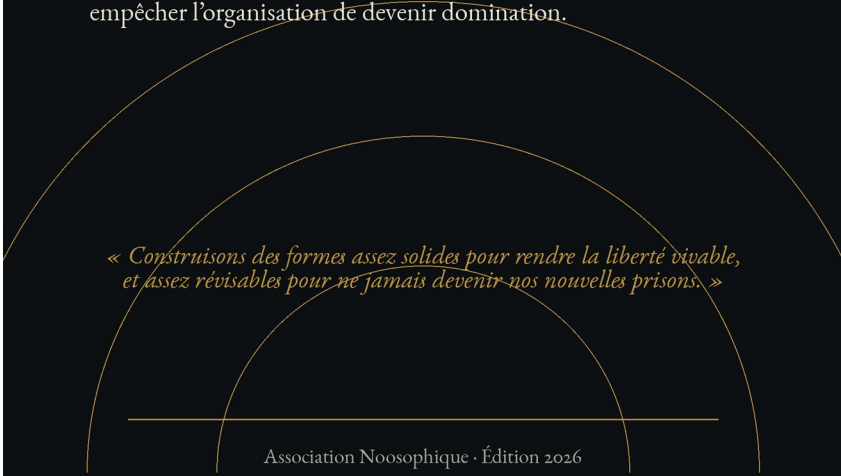
## MANIFESTE POUR UNE ANARCHIE INTÉGRATIVE

---

Refuser l'État, la propriété qui domine, le salariat qui marchandise le temps, le patriarcat et les frontières — mais refuser aussi une anarchie réduite au refus.

Ce manifeste propose une anarchie intégrative : une politique de liberté qui ne confond pas absence de structure et absence de pouvoir. Il examine l'autonomie, l'égalité, les communs, le soin, l'autogestion, la violence, l'écologie, les institutions révocables et la capacité des mouvements émancipateurs à ne pas reproduire les dominations qu'ils combattent.

Ni synthèse molle, ni culte de la pureté : une anarchie assez organisée pour rendre la liberté vivable, et assez révisable pour empêcher l'organisation de devenir domination.



*« Construisons des formes assez solides pour rendre la liberté vivable, et assez révisables pour ne jamais devenir nos nouvelles prisons. »*

---

Association Noosophique · Édition 2026